

Brochure n° 3243

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1504. – POISSONNERIE**  
**(Commerce de détail, demi-gros et gros)**

---

**AVENANT N° 73 DU 17 JUIN 2010**  
**RELATIF À LA DÉSIGNATION DES ASSUREURS**

NOR : ASET1051095M

IDCC : 1504

Entre :

La confédération des poissonniers de France ;

L'union nationale de la poissonnerie française,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,  
des tabacs et secteurs connexes FO ;

La fédération nationale des cadres et agents de maîtrise des industries et  
commerce agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre, part

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et des articles 8 et 16 de l'avenant n° 41 du 20 octobre 2003 relatif à la prévoyance de branche ainsi que de l'article 2 de l'avenant n° 48 du 7 juillet 2005 relatif à la dépendance dans la branche, les modalités de l'organisation de la mutualisation des risques ont été examinées.

Il résulte de cet examen les dispositions suivantes :

## **Article 2**

L'APGIS, 12, rue Massue, 94684 Vincennes Cedex, institution de prévoyance, régie par l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, est chargée, pour une période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, de l'organisation de la mutualisation des risques afférents aux salariés non cadres et pour la garantie des indemnités de fin de carrière de l'ensemble des salariés et tels que ces risques sont définis par l'avenant n° 41.

Vauban-Humanis Prévoyance, 18, avenue Léon-Gaumont, 75020 Paris, institution de prévoyance, régie par l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, est chargée, pour une période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, de l'organisation de la mutualisation des risques afférents aux salariés cadres à l'exception de la garantie des indemnités de fin de carrière et tels que ces risques sont définis par l'avenant n° 41.

L'OCIRP, 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, union d'institutions de prévoyance régie par l'article L. 931-2 du code de la sécurité sociale, est chargée, pour une période de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, de l'organisation de la mutualisation des rentes éducation de l'ensemble des salariés et telles que ces rentes sont définies par l'avenant n° 41, ainsi que du risque de dépendance de l'ensemble du personnel tel que ce risque est défini par l'avenant n° 48.

## **Article 3**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 17 juin 2010.

(Suivent les signatures.)